

Les forces du FPR continuent de s'emparer du matériel militaire

major Shabani

FPR, 2 avril 1992

Le régime du général major Habyarimana continue de manière discrète les exactions contre des populations civiles randaises alors que sur le front militaire, il subit des pertes sévères en hommes et en équipement. Le 28 mars 1992 les forces du FPR en route vers Kikagati, ont eu un bref engagement avec les troupes gouvernementales qui prirent aussitôt la fuite.

Après l'escarmouche, le FPR s'est emparé d'un mortier 81 mm avec ses 21 obus, d'un mortier 60 mm, de 04 fusils, de 117 grenades, de 11 obus de canon 75 mm sans recul, de 1040 cartouches de mitrailleuses G2, de 07 chaînes de cartouches de mitrailleuses et d'une grande quantité de cartouches pour fusils légers. Les troupes gouvernementales laissèrent un mort sur le terrain et nos combattants eurent un blessé léger. Un jour plus tard, le 29 mars 1992, les forces gouvernementales attaquèrent nos positions à Muvumba avec de l'artillerie lourde et des véhicules blindés. Dans l'engagement qui s'ensuivit, nous sommes parvenus à détruire complètement plusieurs matériels militaires dont 01 APC, une jeep Toyota Hilux et 05 fusils. Les armes et les équipements suivants sont tombés dans nos mains : 05 fusils, 44 grenades, 06 grenades d'un lance-grenades, 07 chaînes

de munitions de mitrailleuse, 04 obus de mortier 81 mm. 05 soldats gouvernementaux furent tués ainsi que 03 camarades. Au même moment où les réfugiés, maintenus par la force dans les camps gouvernementaux, prirent conscience que les combats se rapprochaient inévitablement de Rukomo, décidèrent d'abandonner leurs camps et de se réfugier à Ngarama, plus au Sud. Sur ces derniers événements, le gouvernement cherche bien entendu à donner une version mensongère.

Les réfugiés fuient la zone des combats malgré les efforts du gouvernement de les maintenir sur place dans les camps à Rukomo. Ils cherchent à s'installer dans des zones sûres pour ne pas être pris entre deux feux. Depuis l'installation des populations dans les camps, les personnes qui y sont internées n'ont pas l'autorisation d'aller s'installer auprès de leurs relations parentales, hors des zones dangereuses. En effet, le gouvernement ne souhaite pas que la vérité sur la situation réelle du front se répande et démente les mensonges colportés par la machine de propagande gouvernementale, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du Rwanda.

Le FPR condamne, une fois encore, l'utilisation des populations par le gou-

vement comme bouclier humain. Il demande à la communauté internationale d'exercer des pressions sur le général Habyarimana pour arrêter le massacre des vies humaines et d'assurer aux personnes déplacées l'évacuation vers des zones sûres, en dehors des zones de combat.